

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 2 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

Parc Eolien de Cambouisset

Centre d'Affaires Wilson - Quai Ouest
35 Bd de Verdun
34500 BEZIERS

Références : UID11/66-C3-2023-066
Code AIOT : 0006605540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement Parc Eolien de Cambouisset implanté Cambouisset à ROQUEFORT-DES-CORBIERES (11540). L'inspection a été annoncée le 3 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc Eolien de Cambouisset
- Cambouisset 11540 ROQUEFORT-DES-CORBIERES
- Code AIOT : 0006605540
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 5 aérogénérateurs d'une puissance totale de 11.5 MW).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite du 5 mars 2015,
- Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015 et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.2	/	Sans objet
2	Documents	Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.3-I	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
11	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Sans objet
13	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
9	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	/	Sans objet
10	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Sans objet
12	Bruit	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte une partie des dispositions contrôlées.

Certains écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant la gestion des déchets et les mesures compensatoires pour la protection de la biodiversité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.
<p>Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques du parc sur le site OREOL.</p> <p>Toutefois, les dénominations des éoliennes ne correspondent pas avec celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015 et la date de mise en service n'est pas mentionnée (l'état du parc est donc " En construction ").</p> <p>L'exploitant doit modifier et compléter sa déclaration sous OREOL.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Documents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.3-I</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traduction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p>Constats : Les rapports de maintenance de 2022, contrôlés dans le cadre de la visite, sont en anglais et non en français.</p> <p>Un rappel des dispositions du présent article a été fait à l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
Constats : L'exploitant a fourni les rapports de suivis environnementaux de 2011 à 2016. Dans le cadre de ces suivis, l'exploitant a mis en place un bridage chiroptères (en continu). Ce bridage pourra être encadré par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant a indiqué, lors de la visite, qu'un suivi a été réalisé en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Les suivis environnementaux antérieurs à 2015 sont pas concernés par cette prescription. Toutefois, le suivi de 2016, dont le rapport date de 2017, ne mentionne pas le respect du protocole reconnu à partir de 2015. L'exploitant doit transmettre au service d'inspection les éléments permettant de justifier que ce suivi a été réalisé conformément au protocole de 2015.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a transmis les justificatifs du téléversement des données des rapports de suivi environnemental dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».
Il a été rappelé à l'exploitant que les données brutes du suivi de 2022 devaient faire l'objet d'un téléversement et que son rapport devait être transmis au service de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneautage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. <p>Constats : Les différents panneaux et signalétiques du chemin d'accès de l'éolienne 2 et du poste de livraison étaient présents.</p> <p>Toutefois, lors de la visite l'exploitant a informé l'inspecteur que des panneaux étaient en cours d'installation. L'exploitant doit transmettre au service d'inspection les justificatifs de leur installation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> <p>Constats : Le registre est bien en place et comporte bien les opérations de maintenance et, le cas échéant, les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier que les installations utilisées pour l'élimination de ses déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque des mesures sont effectuées pour vérifier le respect des présentes dispositions, elles sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.
Constats : L'exploitant a fourni un rapport de mesures acoustiques de 2011, réalisé par un bureau d'études extérieurs, mettant en évidence le respect les valeurs limites de niveau sonore et d'émergence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La construction des ouvrages au sein d'espaces naturels combustibles prend en compte la réglementation spécifique liée aux équipements DFCI permettant la lutte contre les feux de forêts et le respect des arrêtés préfectoraux n°2005-11-0388 relatifs au débroussaillage et maintien en état débroussaillé et gestion forestière, et n°2005-11-0359 concernant l'emploi du feu.
Constats : L'exploitant a fourni les 3 devis validés du débroussaillage de 2022 (3 passages). Ces documents mentionnent bien les contraintes du débroussaillage prescrites par l'arrêté préfectoral n° 2014143-0006 relatif au débroussaillage réglementaire en lien avec la prévention des incendies d'espaces naturels combustibles du 3 juin 2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures compensatoires

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La restauration et l'entretien pour les trois parcs de 5 x 13.3 ha soit 67 ha de garrigues dégradées sans Perdrix rouges et d'y créer puis entretenir 5 x 2000 m² soit 1 ha de culture faunistique pendant 20 ans selon les mesures énoncées.
Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier du respect de cette prescription. Toutefois, l'exploitant a transmis les rapports de suivis de trois zones débroussaillées, réalisés par un organisme extérieur, de 2015 à 2021 inclus. Ces suivis portent sur les oiseaux, les papillons et la flore. Ces rapports ne mentionnent aucunement les surfaces concernées au regard des 67 ha de garrigues dégradées sans Perdrix rouges prescrits depuis 2008 par le permis de construire et par l'arrêté préfectoral du 24 août 2015. De même, aucune information concernant la mise en place des cultures faunistiques. L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection un bilan des mesures compensatoires, notamment au regard des surfaces prescrites et de leur type : garrigues dégradées sans Perdrix rouges et cultures faunistiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux mesures compensatoires énoncées dans l'étude d'impact, l'exploitant bride plusieurs éoliennes sur le secteur de Cambouisset, par vent de Sud-Est, en période nocturne, afin que les exigences réglementaires en matière de bruit soient respectées au niveau des habitations existantes à proximité. De plus, l'exploitant doit justifier que les résultats des mesures de bruit réalisés chez les plus proches riverains, notamment aux vitesses de vent faibles, respectent les exigences réglementaires. En cas de dépassement des valeurs admises par la réglementation en vigueur, de nouvelles mesures compensatoires sont adoptées, comme l'arrêt ou le ralentissement d'une ou plusieurs éoliennes.
Constats : L'exploitant a fourni un rapport de mesures acoustiques de 2011, réalisé par un bureau d'études extérieurs, mettant en évidence le respect des valeurs limites de niveaux sonores et d'émergences. Par ailleurs, le bridage acoustique est bien en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2
Thème(s) : Autre, Elimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur

élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Constats : Les bordereaux de suivi de déchets (BSD) contrôlés n'étaient pas au nom de l'exploitant ni à l'adresse du parc éolien qui est le producteur du déchet mais au nom du maintenancier ou d'une autre société.

Il a été rappelé que le producteur du déchet est bien la société autorisée à exploiter le parc éolien.

Par ailleurs, dans certains BSD, l'opération, mentionnée dans la case 11, n'était pas une opération d'élimination ou de valorisation finale du déchet, par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale. Normalement dans ce cas-là, la case 12 du BSD et éventuellement des cases suivantes doivent être remplies.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet